



Newsletter - juin 2012

Pour un mouvement social

Contre l'enrichissement assisté

Par Christine Mahy

En février 2012, nous avons publié « **En haut et en bas** » - **Emprise de l'Etat et positions sociales**. Dans cette analyse nous dénonçons notamment, à propos de la campagne "hiver 2012" de la RTBF, "l'appauvrissement du sens de ce qu'est l'appauvrissement". Nous mettons en lumière un traitement diamétralement opposé des personnes selon leur position sociale : pour les pauvres, individualisation des responsabilités et des épreuves (il faut prouver qu'on "mérite" son aide sociale), et désindividualisation des droits (en couple, on voit son chômage fondre). Pour les riches, désindividualisation des responsabilités et des actions (anonymat protecteur) et protection individuelle des profits (mécanismes qui permettent d'éviter l'impôt). Nous avons souligné le rôle de l'Etat dans cette situation.

Nous souhaitons relayer ici un texte de Christine Mahy, secrétaire générale du RWLP (Réseau wallon de lutte contre la pauvreté), texte qu'elle a proposé comme "carte blanche" à plusieurs quotidiens... en vain. Elle y illustre magistralement la conséquence de "l'appauvrissement du sens de ce qu'est l'appauvrissement" : le masquage - et l'acceptation "résignée" - d'un enrichissement assisté. Assisté par l'appauvrissement programmé. Elle en appelle à solidariser les intelligences pour faire démocratie, c'est-à-dire repolitiser.

- [Lire l'analyse](#)

Le mouvement social que nous attendons

Par Jean Blairon, Jacqueline Fastrès, Emile Servais

En 2009, nous avons publié **La révolution que nous attendons**.

Au départ d'un texte écrit peu après la révolution de 1830 en France, dans lequel des ouvriers lyonnais revendiquaient que leurs bras soient reconnus comme première source de richesse, nous examinons dans cette analyse les parallélismes que l'on pouvait faire avec la situation actuelle.

Aujourd'hui, Jean Blairon, Jacqueline Fastrès, Emile Servais repartent du même texte de 1833 en s'intéressant cette fois au raisonnement qu'il contient à propos des **conditions d'apparition** d'un mouvement social.

- [Lire l'analyse](#)

L'accompagnement, un héritage ambivalent. Commentaire du rapport du Délégué Général consacré aux mineurs mal accompagnés

Par Jean Blairon

Cette analyse porte sur le rapport **Mineurs mal accompagnés, donner la parole aux jeunes** (www.dgde.cfwb.be/index.php?id=3697) publié par le Délégué Général aux Droits de l'Enfant en novembre 2011. Elle constitue la retranscription d'une intervention qui a été demandée à Jean Blairon par le Conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse de Verviers. Le Conseil a en effet organisé le 25 mai 2012 une journée de réflexion intitulée "Acteurs de terrain : le rapport du Délégué général aux droits de l'enfant relatif aux mineurs mal accompagnés est une opportunité !" en présence de Bernard De Vos.

A cette occasion, Jean Blairon rappelle les usages - appropriés ou non, et le plus souvent non - du terme "accompagnement" et les replace dans les enjeux sociétaux.

- [Lire l'analyse](#)

Nouveau dans la collection "Détournement de fond" dirigée par RTA aux éditions Couleur livres

Les Roms. Chroniques d'une intégration impensée

Sous la direction de Jacqueline Fastrès et Ahmed Ahkim. Préface de Philippe Courard.

Ces "chroniques" ont été rédigées au départ du recueil de la parole de familles roms et de services sociaux travaillant avec cette population. Ce qui nous a été dit nous a amenés à nous pencher sur trois aspects mis en avant par les participants et étroitement imbriqués, menant les Roms d'une situation dramatique à une autre pire encore.

Une première partie est consacrée à la trajectoire des Roms de Wallonie, à ce qui les caractérise depuis toujours : une grande hétérogénéité, une discrimination ancestrale partout, une stigmatisation extrême, une dévaluation de leur culture.

Ce que les Roms demandent, c'est du travail ; mais pour avoir du travail il faut des papiers. Nous avons examiné les diverses législations qui se télescopent et la manière dont elles entraînent des injonctions paradoxales pour les Roms.

Enfin, nous avons examiné l'usage social qui est fait de ces législations et la manière dont les services sociaux tentent de «naviguer» entre les conséquences du stigmate et les risques de l'aggraver involontairement.

Pour commander : gensduvoyage@skynet.be

Le Délégué Général aux Droits de l'Enfant, Bernard De Vos, est plus d'une fois intervenu dans la situation des familles roms plusieurs fois délogées de la gare du Nord à Bruxelles, où elles avaient trouvé refuge. Une de ces familles a perdu un enfant dans son périple. Bernard De Vos a retrouvé cette famille en Serbie. Un reportage "**De Charybde en Scylla**" retraçant leurs difficultés sera bientôt visible sur www.enlignedirecte.be, vous pouvez d'ores et déjà accéder à la vidéo de présentation : <http://www.enlignedirecte.be/a-la-une/droits-des-roms-en-serbie-teaser>.